



«Hors la loi» : au pays de l'histoire officielle

Par [Edwy Plenel](#)

Article publié le vendredi 30 avril 2010

On aurait tort d'en rire, tant ces politiques-là sont potentiellement meurtrières. Des politiques qui font le tri entre les hommes. Qui les sélectionnent, les hiérarchisent et les choisissent, en acceptent quelques-uns pour en exclure une majorité, distinguent les bons et les mauvais, ceux que l'on sauve et ceux que l'on rejette. Ainsi des indigènes sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

Les bons, ce sont ceux qui sont prêts à mourir pour la France, au sens propre hier quand ils nous servaient de chair à canon, au sens figuré aujourd'hui quand ils acceptent de s'oublier en s'assimilant. Les mauvais, ce sont ceux qui ne renoncent pas à être eux-mêmes, en revendiquant leur indépendance nationale hier, en défendant leur différence dans la France plurielle aujourd'hui.

En 2006, à Cannes, les premiers étaient fêtés. Cinq d'entre eux, sur la scène du Festival, entonnèrent même un inoubliable «*C'est nous les Africains qui revenons de loin / Venant des colonies pour sauver la patrie*». Les acteurs Jamel Debbouze, Roschdy Zem, Samy Naceri, Sami Bouajila et Bernard Blancan fêtaient ainsi leur prix collectif d'interprétation masculine dans le film de Rachid Bouchareb justement intitulé *Indigènes*. Un film qui nous rappelait qu'une bonne moitié des effectifs des Forces françaises libres (FFL) qui, avec la Résistance intérieure, sauvèrent la France de la déchéance pétainiste, venaient en effet des colonies, consentant un sacrifice auquel nombre de Français supposés «*de souche*» furent alors étrangers.

Quant aux seconds, les mauvais indigènes, voici venu, quatre ans après et à rebours de cette réconciliation cinématographique autour d'un passé commun à la France et à ses anciennes colonies, le temps de leur régler leur compte puisque, depuis 2007, la voie est libre, l'exemple venant d'en haut, de la présidence en ses sommets élyséens. Le problème, c'est que ce sont les mêmes. Tout comme, dans l'histoire réelle, les colonisés qui avaient participé au combat contre le nazisme furent les premiers à espérer que les idéaux pour lesquels ils s'étaient battus leur seraient reconnus enfin, dans leurs propres pays : liberté, égalité, fraternité, tout simplement, sans partage d'origine, de race, de peau, de naissance, de fortune, d'identité, etc.

©StudioCanal Avec *Hors la loi*, Rachid Bouchareb raconte en effet la suite d'*Indigènes*, autour de l'histoire de trois frères algériens installés en France. Et le point de départ du film est l'événement qui symbolise l'immense déception des peuples colonisés par la France à l'issue de la Seconde Guerre mondiale : le 8 mai 1945, à Sétif et Guelma, en Algérie, dans le nord-constantinois. En ce jour resté comme la date historique de la victoire des Alliés contre l'Allemagne nazie, le défilé de joie libératrice tourne au drame sanglant : rassemblés en fin de cortège, les nationalistes

algériens sont sommés par les représentants de l'ordre colonial de ranger leurs calicots et pancartes ; la manifestation tourne à l'émeute, avec des violences contre la population européenne ; la répression qui suit contre les Algériens est d'une violence inouïe, notamment de bombardements aériens contre les populations civiles, sans proportion avec l'événement déclencheur.

«*En vérité, la guerre d'Algérie a commencé le 8 mai 1945*», écrit l'historienne Annie Rey-Goldzeiguer dans l'un des ouvrages de référence sur ces événements, livre qui est aussi l'aboutissement d'une vie puisque elle-même était, au moment des faits, jeune étudiante à Alger. On y trouve le décompte précis des pertes européennes : cent deux (ou cent trois) tués, cent dix blessés et dix viols. S'agissant des pertes algériennes, pour lesquelles les estimations vont de 1.340, chiffre minime donné à l'époque par le gouvernement général de la colonie, à 80.000, selon le quotidien algérien *El Moudjahid* en 1985, Annie Rey-Goldzeiguer conclut, après une enquête minutieuse : «*La seule affirmation possible, c'est que le chiffre dépasse le centuple des pertes européennes [donc plus de 10.000 morts parmi les Algériens] et que reste, dans les mémoires de tous, le souvenir d'un massacre qui a marqué cette génération.*»

Pour elle-même, écrivait-elle en 2002, ce sera «*la ruine de mes illusions*» : «*Je croyais au monde du contact et à son avenir qui devait être débarrassé du chancre raciste, ouvert à tous les hommes de bonne volonté, capable d'un dynamisme, de l'altérité pacifique, laïque et démocratique. Les chapelets de bombes sur la Petite Kabylie, les bruits sourds des canons de marine, la panique d'être égorgée pour un combat qui n'était pas le mien, cette atmosphère de fin du monde à Alger, tout me prouvait mes erreurs de jugement. Ce Maghreb où j'étais née (en Tunisie) ne pouvait être le mien : je ne pouvais qu'aider ceux qui revendiquaient leur patrie ; en partant, je ne désertais pas un combat perdu d'avance, je me devais d'éclairer ma patrie de naissance, la France, et de mener là-bas un combat nouveau pour l'indépendance de l'Algérie.*»

Une campagne cautionnée par le gouvernement

Pour ses contemporains et acteurs, l'histoire telle qu'elle se fait n'est jamais univoque ou uniforme. D'autres auront évidemment gardé d'autres souvenirs des émeutes de Sétif que notre historienne parce qu'ils ont alors fait d'autres choix. Les faits historiques croisent les mémoires humaines, les unes et les autres se confortant ou se confrontant aussi bien, dans tous les cas se complétant. Reste cette vérité indiscutable que les événements algériens du 8 mai 1945 ont pour ressort la question coloniale, ses injustices et ses aveuglements. Si indiscutable qu'elle ne sera pas



discutée, dans l'instant, par un autre contemporain, pourtant peu suspect de complicité enthousiaste avec l'indépendantisme algérien, Albert Camus. En 1945, le futur Prix Nobel conclut une série d'articles dans *Combat* sur la crise en Algérie en déplorant l'attitude des autorités face aux revendications nationalistes, portées notamment par Ferhat Abbas, lui-même originaire de Sétif : «*On a préféré y répondre par la prison et la répression. C'est une pure et simple stupidité.*»

Dans une démocratie authentiquement vivante, la force du cinéma est de s'emparer de ce matériau historique pour donner vie aux mémoires nationales jusque dans leur part obscure, douloureuse et conflictuelle. Comme tout art, le cinéma ne saurait être qu'indiscret et indocile, voire irrespectueux et infidèle. Les Etats-Unis n'ont cessé d'en faire la démonstration, produisant, jusqu'au cœur de l'industrie hollywoodienne, des films qui affrontent les secrets honteux du pouvoir et la mauvaise conscience de la nation. En ce registre, la France, on le sait trop, n'a cessé, à l'inverse, d'être en retard. Qu'il s'agisse de l'Occupation allemande et de la Collaboration française, de la Commune de Paris et des luttes ouvrières ou de notre longue histoire coloniale, le cinéma tricolore n'a cessé d'être à la peine. Ce ne sont pas les cinéastes qui sont en cause, évidemment, mais une longue torpeur nationale, trop largement partagée. Sait-on, par exemple, que *La Bataille d'Alger*, le film de l'italien Gillo Pontecorvo, sorti en 1965, est resté pratiquement inédit en France jusqu'en 2004, bien au-delà de sa censure officielle, levée en 1971 ?

Voici donc que, soixante-cinq ans après les faits, l'Etat français ne supporte pas qu'on évoque les massacres de Sétif. Oui, «*l'Etat français*» et non pas la République car, dès que s'impose une histoire officielle, la République véritable disparaît, cette République émancipatrice qu'incarnait par exemple Jules Michelet appelant sa discipline, l'Histoire, à «*perdre le respect*». Sans avoir vu le film de Rachid Bouchareb, en compétition à Cannes pour l'Algérie, deux députés UMP, Lionnel Luca (Alpes-Maritimes) et Elie Aboud (Hérault), dénoncent un «*film anti-français*», affirment qu'il s'agit d'une «*falsification*» historique et s'étonnent que sa production ait pu bénéficier d'aides publiques. Leurs protestations accompagnent les menaces d'un comité proche de l'extrême droite, «*Pour la vérité historique - Cannes 2010*», qui sur Internet affirme vouloir troubler le Festival. Sa devise ? «*Croisade sur la Croisette*».

Or cette campagne a non seulement reçu l'aval d'un ministre du gouvernement mais, de plus, a été mûrie de longue date avec l'appui du Service historique de la Défense (SHD). C'est ce que montrent les documents en notre possession, téléchargeables ici et dont des fac-similés sont disponibles sous l'onglet «*Prolonger*». Le 15 janvier 2010, Hubert Falco, secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens combattants et, par ailleurs, maire de Toulon, écrivait à Lionnel Luca. Répondant au parlementaire qui l'avait sollicité à propos du film *Hors la loi*, sur la foi de déclarations publiques du réalisateur, le secrétaire d'Etat l'informe qu'il a saisi le SHD «*pour analyser le contenu historique du scénario*» et que ce

dernier «*confirme qu'un certain nombre d'erreurs et d'anachronismes en parsème l'écriture*». Suit le feu vert gouvernemental au député protestataire : «*Au vu de ces éléments [...], il semble difficile que les pouvoirs publics puissent soutenir un film qui livre de notre histoire une version aussi peu crédible. Je veillerai pour ma part, au nom de la défense de la mémoire qui relève de mes attributions, à ne pas cautionner ce film.*»

A lire la note du Service historique de la Défense, produite quatre mois plus tôt puisque datée du 9 septembre 2009, nous découvrons en effet que «*la Mémoire*» (sic) fait partie des attributions de ce secrétariat d'Etat à la Défense, occupé précédemment par l'ex-socialiste Jean-Marie Bockel. Le général de division Gilles Robert, chef du SHD, transmet donc à «*Madame le Conseiller chargée de la Mémoire*» au cabinet du secrétaire d'Etat son rapport sur le scénario de *Hors la loi*. Sa conclusion est sans appel : «*Les erreurs et les anachronismes qui parsèment ce scénario sont si nombreux et si grossiers qu'ils peuvent être relevés par tout historien, ayant un tant soit peu étudié la guerre d'Algérie. [...] Les nombreuses invraisemblances présentes dans le scénario montrent que la rédaction de ce dernier n'a pas été précédée par une étude historique sérieuse. Cette approximation rend ce film de fiction peu crédible.*»

Or si ce jugement militaire relève quelques erreurs ou anachronismes, témoignant d'un décalage entre la fiction et la réalité, il commence surtout par proclamer une vérité d'Etat sur les émeutes de Sétif qui est fort éloignée de la vérité historique. «*Le réalisateur, écrit le SHD, veut faire croire au spectateur que le 8 mai 1945 à Sétif des Musulmans ont été massacrés aveuglément par des Européens; or, ce jour-là, c'est le contraire qui s'est produit.*» La note du SHD présente ensuite l'éventuel «*massacre de Musulmans par des Européens à Sétif*» ayant eu lieu le 9 mai comme une «*réaction au massacre d'Européens du 8*». Pis, elle évoque en termes édulcorés cette «*réaction*» comme le fait «*que les Européens ont agi contre des Musulmans*», alors qu'en vérité, la région sera bombardée par l'aviation militaire sur ordre du pouvoir exécutif. On remarquera, au passage, que seuls les Européens auraient été massacrés «*aveuglément*» et que les Algériens n'existent pas, renvoyés à une unique identité religieuse.

L'Etat n'a pas à écrire l'Histoire

Nos lecteurs et, parmi eux, les historiens professionnels jugeront par eux-mêmes de la cohérence des remarques militaires. Et les spectateurs jugeront bientôt de la pertinence et de la justesse historiques du film de Rachid Bouchareb, les deux notions n'étant pas équivalentes : une œuvre d'art n'a pas forcément besoin d'être juste historiquement, à la manière d'une enquête documentaire, pour interpellier l'histoire de façon pertinente. Mais la question n'est évidemment pas de savoir si le réalisateur s'est trompé sur tel ou tel détail. L'essentiel, qui tient du scandale, est ailleurs : dans ce vertige d'une histoire officielle. D'une histoire contrôlée par l'état-major militaire comme, en URSS, elle l'aurait été par le bureau politique du Parti unique. D'une histoire embastillée, cadenassée et menottée, plus d'un demi-siècle après les faits.



Comment est-il possible qu'en 2010, en France, au-delà du zèle idéologique de MM. Falco et Luca, il puisse se trouver des militaires et des fonctionnaires, des hommes et des femmes supposés servir la République, pour produire de tels documents, les avaliser et les officialiser ? L'offensive commencée il y a cinq ans, avec la loi du 23 février 2005 qui avait voulu imposer l'enseignement des « aspects positifs » de la colonisation, ne se contente pas de continuer : elle est désormais installée au cœur de l'Etat, avec tous ces rouages qui appellent à la servitude, entre silence et obéissance.

Cette attitude est celle des pouvoirs qui ont peur et, du coup, paient sur la peur, ses violences irrationnelles et ses frayeurs meurtrières. Ils ont peur du passé autant que de l'avenir. Parce que, pour eux, seul compte le contrôle du présent. Un passé édifiant et un avenir radieux : la fiction politique que le sarkozysme n'a aucunement renoncé à imposer au pays finira peut-être comme une farce. Il n'empêche que cette farce trouve son inspiration dans des tragédies qu'il vaudrait mieux apprendre à conjurer.

A la fin de *1984*, roman toujours actuel de George Orwell, on trouve cet échange entre Winston, le héros indiscipliné, qui finira par être maté, et O'Brien, celui qui est chargé de le soumettre :

« Il y a un slogan du Parti qui se rapporte à la maîtrise du passé, dit-il. Répétez-le, je vous prie.

? *Qui commande le passé commande l'avenir ; qui commande le*

présent commande le passé, répéta Winston obéissant. [...]

? *Où le passé existe-t-il donc, s'il existe ?*

? *Dans les documents. Il est consigné.*

? *Dans les documents. Et... ?*

? *Dans l'esprit. Dans la mémoire des hommes.*

? *Dans la mémoire. Très bien. Nous le Parti, nous avons le contrôle de tous les documents et de toutes les mémoires. Nous avons donc le contrôle du passé, n'est-ce pas ?*

? *Mais comment pouvez-vous empêcher les gens de se souvenir ? cria Winston... »*

Ce sera le dernier sursaut de Winston, dès lors torturé et soumis à des décharges d'électricité de plus en plus fortes. « *La réalité, finira par lui inculquer O'Brien, n'existe que dans l'esprit du Parti, qui est collectif et immortel. Ce que le Parti tient pour vrai est la vérité. Il est impossible de voir la réalité si on ne regarde avec les yeux du Parti.* » Et, ici, le Parti, c'est aussi bien le nom commun de l'Etat et du Pouvoir. D'un Etat et d'un Pouvoir qui ne tolèrent aucune dissidence et dissonance.

1984 est une fable, évidemment, une fiction en somme. Irréelle, invraisemblable et anachronique, comme le diraient sans doute les officiers supérieurs du SHD. Mais ce que ce roman nous dit n'en est pas moins pertinent. Tout simplement que l'Etat n'a pas à écrire l'Histoire à notre place. Ni au cinéma, ni ailleurs.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Éditrice de Mediapart (SAS). Capital social : 4 017 200 €.

Immatriculation : n° 500 631 932 RCS Paris. Numéro de CPPAP : en cours.

Président : Edwy Plenel. Directeur éditorial : François Bonnet.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Courriel : contact@mediapart.fr . Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08. Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90.